



Équipe Marchand Filiatrault de RBC Dominion valeurs mobilières

MARS 2026

Le point sur les marchés

Jean Marchand, CPA, FCSI

Gestionnaire de portefeuille et
conseiller en patrimoine principal
jean.marchand@rbc.com
450-686-3325

Patrice Filiatrault, CFA

Gestionnaire de portefeuille principal
patrice.filiatrault@rbc.com
450-686-4207

Philippe Ouellette, B.A.A., CIM, FCSI

Gestionnaire de portefeuille associé
philippe.ouellette@rbc.com
450-686-3485

Anik Bougie, LL.M. Fisc., TEP

Conseillère associée en gestion de
patrimoine
anik.bougie@rbc.com
450-686-3301

Mario St-Amant, B.A.A.

Conseiller associé en gestion de
patrimoine
mario.st-amant@rbc.com
450-686-4204

545, Promenade du Centropolis
Bureau 200
Laval, Québec H7T 0A3

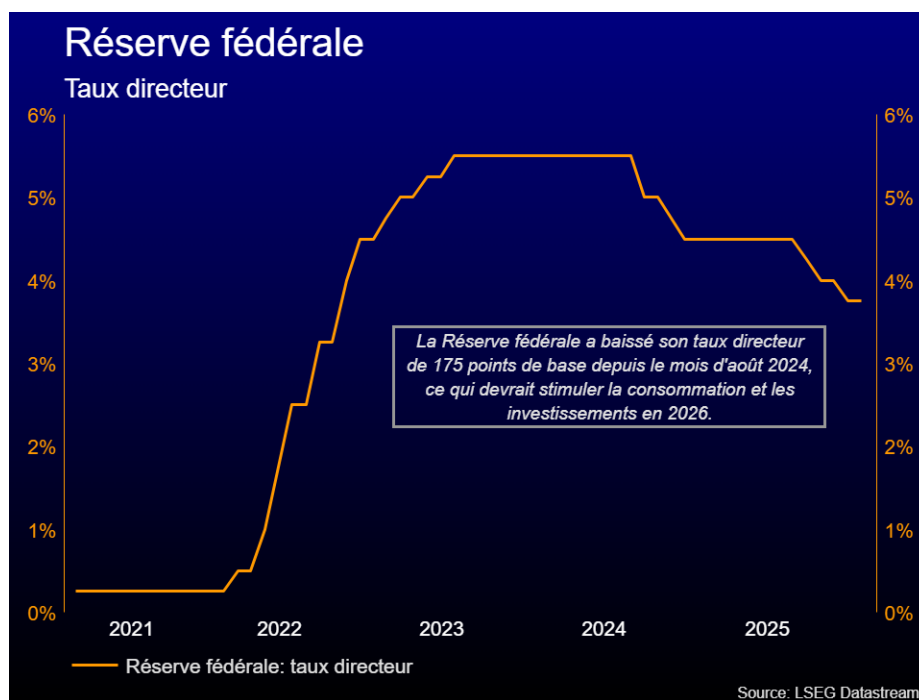
www.equipemarchandfiliatrault.com

La progression des indices boursiers à travers le monde s'est poursuivie en 2025 de sorte que pour une troisième année consécutive, les rendements générés par le marché des actions ont dépassé les attentes des investisseurs. Malgré les tarifs imposés par les États-Unis à la majorité de ses partenaires commerciaux, l'économie mondiale a su résister, et cela, à la grande surprise de la plupart des économistes. D'ailleurs, au printemps de 2025, suivant le « jour de la libération » de Donald Trump, plusieurs experts estimaient que les probabilités d'une récession s'élevaient à 50%. Dans ce contexte très incertain, les places boursières ont rapidement escompté ce scénario plus pessimiste. En effet, entre le 19 février et le 2 avril de 2025, l'indice S&P 500 a reculé de 19%, une chute qui reflétait les inquiétudes des investisseurs quant à l'impact qu'aurait une guerre commerciale sévère sur la conjoncture économique et les profits des entreprises. Or, plusieurs facteurs expliquent pourquoi les contrecoups pour l'économie se sont avérés moins dommageables que ce qui avait été appréhendé. Premièrement, tout indique que le tarif moyen sur les importations s'élèverait à environ 10-11% de la valeur des biens importés, ce qui est bien en deçà des estimations initiales de 17-19%. Cet écart s'explique par les nombreuses exemptions, notamment la vaste majorité des produits couverts par l'Accord de libre-échange Canada — États-Unis — Mexique (ACEUM) ainsi que par les actions prises par les importateurs pour adapter leurs chaînes d'approvisionnement afin de réduire le poids des tarifs douaniers. D'autre part, il est important de souligner le fait que la plupart des pays ont fait preuve de retenue et se sont bien gardés d'imposer des mesures de représailles aux États-Unis. D'ailleurs, de nombreux pays ont évité l'affrontement et préféré négocier des ententes avec les États-Unis, contribuant ainsi à réduire l'incertitude pour les différents acteurs économiques. Enfin, plusieurs gouvernements étrangers ont annoncé des mesures budgétaires pour stimuler leur économie et supporter les secteurs les plus touchés par les tarifs douaniers américains, des actions qui ont contribué à réduire les répercussions de l'offensive tarifaire américaine sur l'activité économique mondiale.

Au-delà des bouleversements qui affectent le commerce externe, il est important de s'attarder aux autres segments de l'économie pour mieux

comprendre la bonne croissance de l'activité économique aux États-Unis en 2025. D'abord, rappelons que les dépenses de consommation représentent près de 70% de l'économie américaine et que ce segment, le plus important, a continué de très bien performer. Il faut toutefois souligner que la croissance de la consommation a été assez inégale et plusieurs américains peinent encore à boucler leur budget et doivent se serrer la ceinture. Également, du côté des investissements, un segment dont le poids est autour de 17% de l'économie, le rythme de croissance a été impressionnant au cours de la dernière année. Il est fort à parier que l'assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale, initiée en septembre 2024, ait commencé à se faire sentir en 2025 et plus particulièrement aux troisième et quatrième trimestres de l'année. En général, les changements au niveau de la politique monétaire des banques centrales, comme la modification du taux directeur, mettent effectivement du temps à influencer les décisions des ménages et des entreprises, avec des décalages souvent estimés entre 12 et 18 mois avant que les baisses de taux aient leur impact maximal. Comme on peut le voir dans le [graphique 1](#) plus bas, la Réserve fédérale a annoncé des baisses cumulatives de son taux directeur de 1% dans les derniers mois de 2024 avant de prendre une pause. En septembre 2025, la banque centrale américaine a repris son cycle d'assouplissement avec une nouvelle série de baisses qui ont fait reculer le taux directeur de 75 points de base additionnels. Les actions récentes de la Réserve fédérale sont de bon augure pour 2026 alors que cette nouvelle impulsion monétaire devrait stimuler les dépenses de consommation et les investissements au cours de cette année. D'autre part, il est important de rappeler que les initiatives budgétaires incluses dans le projet de loi « One Big Beautiful Bill Act » adopté le 4 juillet 2025 par le gouvernement américain devraient être favorables à la consommation et aux investissements cette année. Tant les consommateurs que les entreprises bénéficieront de mesures qui feront en sorte de réduire leur fardeau fiscal dès 2026.

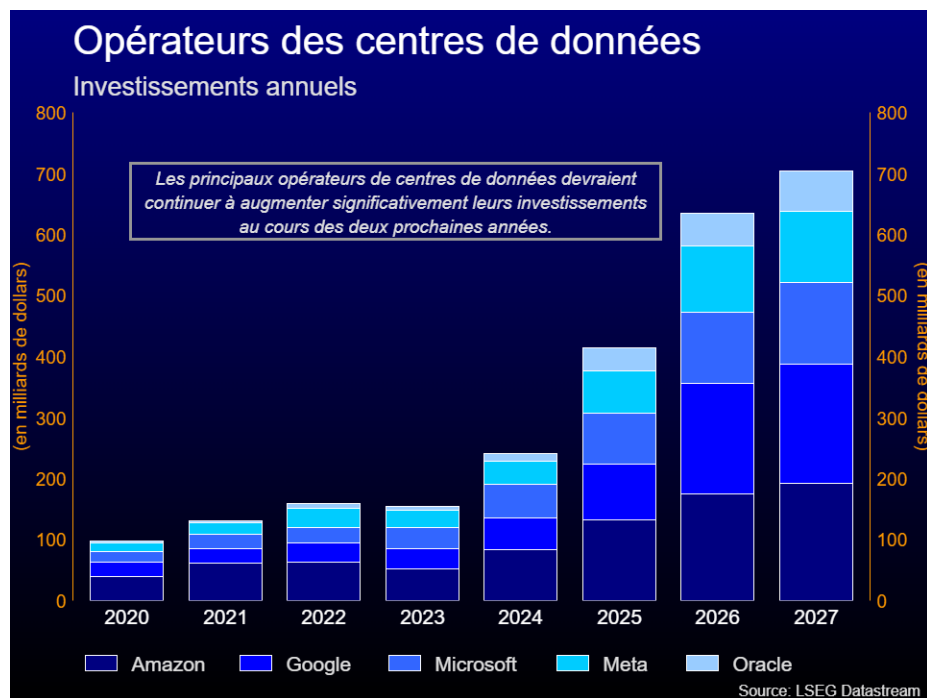
Graphique 1



Outre la politique monétaire plus accommodante de la banque centrale américaine et une fiscalité avantageuse sous l'administration Trump, plusieurs grandes tendances bien en place depuis plusieurs années continuent de stimuler l'investissement aux États-Unis et dans le reste du monde. On n'a qu'à penser à la relocalisation de la capacité industrielle depuis la pandémie, l'automatisation, la modernisation et le renforcement des infrastructures, l'adoption des technologies numériques et la décarbonation de plusieurs secteurs d'activité pour n'en nommer que quelques-unes. Plus récemment, l'arrivée de l'intelligence artificielle a entraîné des investissements massifs dans la construction de centres de données qui

permettront une adoption à grande échelle de cette nouvelle technologie. Tous ces investissements ont engendré des retombées économiques pour tout un écosystème d'entreprises issues de plusieurs secteurs de l'économie, notamment les fabricants d'équipement de communication, de semi-conducteurs et de matériel électronique. La construction de centres de données nécessite aussi des investissements importants dans des infrastructures essentielles comme l'immobilier, les lignes de communication à grand débit, la gestion et l'approvisionnement en eau ainsi que la génération et la transmission d'électricité. Après avoir stagnée au cours de la dernière décennie, la demande d'électricité connaît d'ailleurs une renaissance. Les spécialistes s'attendent à ce que la demande d'électricité augmente à un rythme annuel de 2-4% aux États-Unis d'ici 2035. Pour arriver à satisfaire cette demande, les sources d'énergie renouvelable ne seront pas suffisantes. Le gaz naturel devra combler une bonne partie de la capacité additionnelle nécessaire et l'énergie nucléaire sera elle aussi mise à contribution. Si on en croit les intentions des grands opérateurs de centres de données, illustrées dans le [graphique 2](#), les investissements continueront d'augmenter au cours des prochaines années et ainsi contribuer à la croissance économique.

Graphique 2

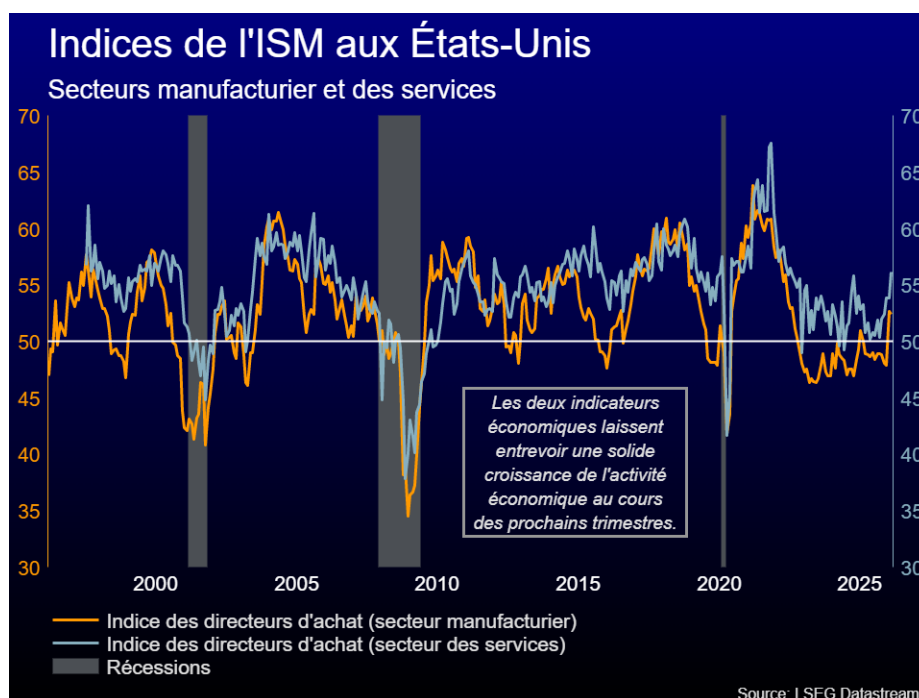


Tout comme pour la consommation, les perspectives pour les investissements nous semblent donc constructives pour 2026. D'ailleurs, selon l'enquête mensuelle menée par l'ISM, les répondants voient d'un bon œil la prochaine année, tant pour le secteur des services que pour celui du secteur manufacturier. Comme on peut le voir dans le [graphique 3](#) à la page suivante, les deux indices ont rebondi et se retrouvent confortablement au-dessus du seuil important de 50, ce qui est généralement annonciateur d'une croissance de l'activité économique pour l'année à venir.

La conjoncture actuelle n'est évidemment pas sans risque et notre principale inquiétude réside dans le fait que le taux d'inflation demeure trop élevé aux yeux de la Réserve fédérale. En plus, plusieurs facteurs pourraient faire en sorte qu'un retour à la cible de 2% ne sera pas une mince affaire pour la banque centrale américaine. D'abord, les forces démographiques aux États-Unis ne sont pas favorables et le taux de participation au marché du travail est en déclin. En effet, le vieillissement de la population fait en sorte que les départs à la retraite sont à un sommet historique. De plus, les politiques en matière d'immigration de l'administration Trump limitent l'arrivée de nouveaux individus et ont comme effet de diminuer l'offre de main d'œuvre. Ensemble, ces deux facteurs pourraient contribuer à maintenir les pressions inflationnistes sur les salaires et ultimement sur

les prix des produits et services. L'industrie des services, qui emploie la grande majorité des travailleurs aux États-Unis, est particulièrement sensible aux augmentations des salaires du fait que la compensation de la main d'œuvre représente la plus grande dépense pour les entreprises qui œuvrent dans ce grand secteur d'activité. Comme l'illustre le [graphique 4](#) à la page suivante, le secteur des services fait face à des augmentations significatives des salaires, ce qui est peu propice à un retour imminent de l'inflation à la cible de 2%. Pour ce qui est des produits, nous croyons que les tarifs douaniers ne sont toujours pas pleinement reflétés dans les prix à la consommation et que nous pourrions voir des pressions se manifester davantage dans les prochains mois. Plusieurs entreprises ont d'ailleurs annoncé des augmentations de prix au début de 2026 en lien direct avec les tarifs.

Graphique 3

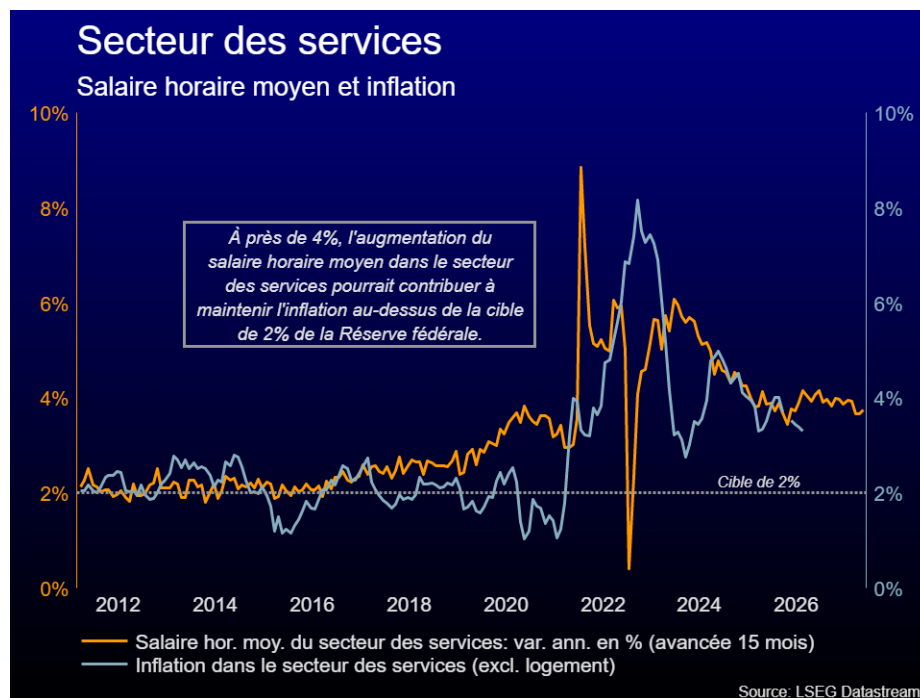


Depuis quelques semaines, nous faisons face à une guerre au Moyen-Orient. Avec la fermeture du détroit d'Hormuz, un couloir névralgique pour le commerce du pétrole et du gaz naturel liquéfié, les prix de l'énergie sont en forte hausse. Ce conflit ajoute évidemment une dose importante d'incertitude pour les acteurs économiques. Historiquement, la majorité des conflits militaires ou autres événements géopolitiques ont eu un impact limité sur l'activité économique mondiale. Cependant, les affrontements qui impliquent des pays qui sont d'importants exportateurs de pétrole et de gaz ont le potentiel de perturber davantage l'économie. Dans de tels conflits, c'est leur durée qui est le facteur qui détermine quelles seront les répercussions économiques. Si le conflit s'éternise, la hausse des prix de l'énergie peut alimenter les pressions inflationnistes, peser sur la confiance des investisseurs et entraver l'activité économique. Dans une telle situation, la marge de manœuvre de la Réserve fédérale pour supporter l'économie est diminuée.

Ce développement géopolitique ramène donc les pressions inflationnistes, notre principale inquiétude, à l'avant-scène. Alors que la Réserve fédérale a déjà une marge de manœuvre limitée, la situation pourrait se compliquer davantage si le conflit perdure. Plusieurs consommateurs américains souffrent encore de l'augmentation cumulative importante des prix depuis la pandémie et pourraient devoir se serrer la ceinture davantage. La consommation, le moteur principal de la croissance depuis quelques années aux États-Unis, pourrait alors s'essouffler. Sur une note plus rassurante, l'économie mondiale est nettement moins dépendante du pétrole aujourd'hui qu'elle ne l'était dans les années 70 et donc beaucoup plus résiliente face à une

hausse brutale des prix de l'énergie. Un bond des prix du baril aujourd'hui aurait un impact deux à trois fois plus faible sur la croissance économique et l'inflation comparativement à il y a 50 ans. Pour l'instant, nous croyons que la situation n'est pas critique pour la santé de l'économie, mais nous surveillons de près l'évolution de ce conflit géopolitique, les probabilités qu'il s'étire dans le temps et l'impact sur les prix de l'énergie.

Graphique 4



Marchés financiers

Pour 2026, les perspectives sont plutôt constructives pour le marché des actions. D'abord, les économistes tablent sur une croissance économique d'environ 2.5% aux États-Unis et un peu plus de 3% pour l'économie mondiale. L'économie intérieure américaine a terminé l'année avec un bon rythme de croisière malgré l'impact de la fermeture du gouvernement pendant 43 jours au quatrième trimestre de 2025. Avec les baisses de taux annoncées de septembre à décembre 2025, les mesures budgétaires favorables et les investissements des entreprises qui continuent de progresser, l'économie devrait maintenir son élan au cours de l'année 2026. Selon les analystes, la progression des profits sera excellente avec une croissance de 14%. Juste avant que le conflit au Moyen-Orient n'éclate, le marché des actions affichait une dynamique intéressante où les titres de valeur menaient la charge et la performance des bourses était moins tributaire des grandes capitalisations du secteur de la technologie. La performance relative de la version équilibrée du S&P 500 illustrée dans le [graphique 5](#) à la page suivante montre bien cette dynamique en place depuis la mi-octobre de 2025. Cependant, suivant le déclenchement du conflit au mois de mars, les titres de valeur, plus sensibles à la conjoncture économique, ont perdu temporairement de leur lustre alors que le conflit met à risque le rythme de croissance de l'économie. Une résolution relativement rapide de cette guerre pourrait faire en sorte de rétablir la tendance qui s'était installée en octobre 2025.

Le développement de l'industrie de l'intelligence artificielle est un enjeu qui nous préoccupe. Bien que les investissements colossaux destinés à la construction de centres de données soient une bénédiction pour un très grand nombre d'entreprises cotées en bourse, l'exposition grandissante des indices et de l'économie américaine à ce secteur constitue un risque de concentration à ne pas négliger. Il est difficile de ne pas faire de parallèle avec les investissements massifs en fibre optique des

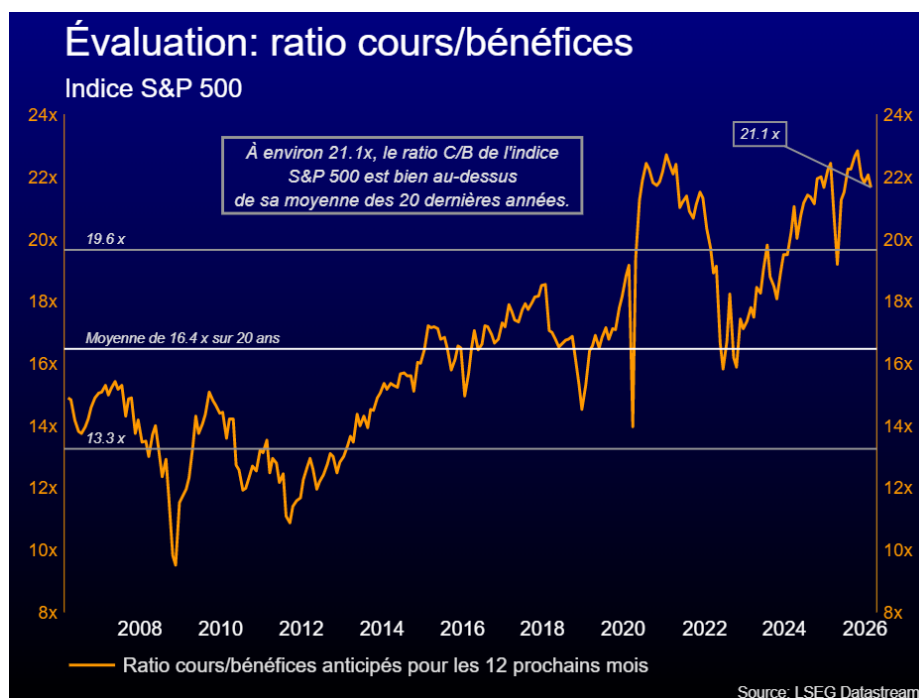
années 90. Bien que le trafic internet ait connu une expansion extraordinaire depuis son adoption, les acteurs de l'époque avaient tout de même déployé beaucoup trop de capacité de communication initialement. Éventuellement, la bulle internet s'est dégonflée et tout l'écosystème entourant le déploiement de cette nouvelle technologie s'est écroulé. Au final, beaucoup de capital aura été englouti sans jamais générer de retour sur l'investissement. Malgré toutes les innovations que nous associons aujourd'hui à l'internet, les investisseurs avaient quand même, à l'époque, surévalué la valeur des sociétés de ce secteur et leurs perspectives de croissance.

Graphique 5



D'autre part, l'intelligence artificielle risque de transformer plusieurs secteurs de l'économie. Pour certaines industries, l'adoption de cette nouvelle technologie aura des bienfaits qui se traduiront surtout par des gains de productivité. Mais pour d'autres, l'intelligence artificielle pourrait faire tomber les barrières de sorte que de nouveaux joueurs pourraient émerger et challenger les compagnies déjà bien établies. Depuis le début de l'année, plusieurs compagnies ont vu leur titre dégringoler en bourse en réaction à cette nouvelle menace. À la suite du lancement de nouveaux outils de codage informatique par Anthropic, OpenAI ainsi que les autres développeurs de grands modèles de langage, le secteur des logiciels est ébranlé et les investisseurs se questionnent même sur la survie de certaines sociétés de l'industrie à plus long terme. Plusieurs autres secteurs ont eux aussi été entraînés dans la tourmente de l'IA, notamment le courtage en immobilier et en assurance, le transport et la logistique, les services professionnels et de l'information de même que la cybersécurité et le secteur de l'ingénierie. L'évolution de cette nouvelle technologie occasionnera des changements importants dans plusieurs secteurs d'activité de l'économie. Il est donc important de naviguer avec prudence et de bien comprendre le risque auquel nous sommes exposés dans les portefeuilles.

Pour nous, l'évaluation des titres en bourse demeure le plus grand défi. Comme on peut le voir dans le [graphique 6](#) au haut de la page suivante, l'indice S&P 500 se transige à 21.1x les bénéfices attendus des 12 prochains mois, ce qui est bien au-dessus de la moyenne des 20 dernières années. Les multiples élevés laissent donc peu de marge de manœuvre et d'ailleurs on remarque que la moindre crainte de la part des investisseurs crée énormément de volatilité. Cette nervosité était particulièrement en évidence en février dernier lors du dévoilement des résultats financiers pour le quatrième trimestre de 2025. En effet, plusieurs compagnies ont vu le prix de leurs actions corriger de façon extrême et souvent injustifiée.

Graphique 6

En terminant, 2026 est une année où aura lieu les élections de mi-mandat aux États-Unis. Historiquement, ces années ne sont pas nécessairement moins productives en termes de rendements, mais elles sont définitivement plus volatiles. De plus, l'entente de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique sera réexaminée en juillet et il faut s'attendre à quelques déclarations menaçantes de la part du Président américain.

Gestion de portefeuille

En 2025 et depuis le début de cette année, nous avons maintenu une approche prudente axée sur la qualité des investissements en portefeuille et nous avons évité les titres en proie à la spéculation. Bien que les perspectives économiques soient favorables pour 2026, les risques géopolitiques en lien avec les événements récents nous dictent de demeurer prudents. La fourchette de scénarios possibles doit maintenant inclure la possibilité que le conflit au Moyen-Orient se prolonge.

Du point de vue de l'allocation des actifs, nous maintenons une bonne exposition aux actions dans les portefeuilles, mais sans dépasser la cible stratégique de nos mandats. D'ailleurs, après plusieurs années de forte progression des actions, nous avons dû réduire notre exposition à quelques occasions afin de rester près de notre cible, ce qui a engendré un peu plus de gains en capital en 2025 par rapport aux années précédentes. Pour ce qui est de notre exposition aux titres à revenu fixe et aux investissements alternatifs de haute qualité, nous sommes tout près de la cible globale de ces deux catégories d'actifs combinées. Enfin, nos liquidités demeurent à des niveaux légèrement plus élevés que la cible. Au cours des prochains mois, nous suivrons de près la situation au Moyen-Orient et les répercussions sur l'inflation, l'activité économique ainsi que la croissance de la profitabilité des entreprises et restons prêts à faire les ajustements appropriés aux portefeuilles.

Actions

Nous préconisons les entreprises qui affichent de bons rendements sur le capital investi, qui génèrent des flux de trésorerie importants et qui sont peu endettées. Au cours de la dernière année, nous avons eu quelques occasions pour augmenter notre exposition à certains titres déjà en portefeuille comme Toromont, Canadian Natural Resources, Fortis, Nutrien, Manulife, NextEra et Boston Scientific. Nous avons aussi profité de la bonne progression boursière de certains titres pour réduire notre exposition alors que les évaluations nous apparaissaient plus près de leur juste valeur, notamment Dollarama, Banque Nationale, Thomson Reuters, Enbridge, Magna, Abbott Labs, JP Morgan, Apple, Alphabet, Emerson, Stryker, Johnson & Johnson, Texas Instruments et le fonds indiciel Énergie aux États-Unis.

Pour ce qui est des nouvelles positions ajoutées aux portefeuilles dans la dernière année, voici un compte rendu :

RB Global (RBA):

RB Global opère un réseau de sites d'enchères répartis dans 13 pays et une plateforme numérique qui permettent aux clients de vendre et acheter diverses catégories de véhicules et autres actifs commerciaux. L'intégration de son acquisition la plus récente va bon train et les synergies réalisées contribueront à la solide croissance des profits de l'entreprise. RB Global est en bonne position financière et l'évaluation est attrayante.

MSCI EAFE (EFA):

Nous avons pris position dans le fonds indiciel MSCI EAFE afin de diversifier le portefeuille à l'international et de réduire l'exposition au dollar américain.

Capital Power (CPX):

Capital Power est un producteur d'électricité qui opère au Canada et aux États-Unis. L'électrification de l'économie et la construction de nouveaux centres de données nécessaires au développement du secteur de l'intelligence artificielle assureront une bonne croissance de la demande d'électricité au cours des prochaines années et nous croyons que l'entreprise est bien positionnée pour en profiter.

US Bancorp (USB):

Nous avons décidé d'initier une position dans cette banque régionale de très haute qualité alors que l'évaluation de son titre nous apparaissait attrayante par rapport aux autres banques du secteur. De plus, une déréglementation du secteur des services financiers aux États-Unis pourrait éventuellement être favorable aux valorisations des banques à plus long terme.

Thermo Fisher (TMO):

Thermo Fisher offre tout un éventail de produits et de services destinés au secteur des sciences de la vie incluant des instruments d'analyse, de l'équipement de laboratoire pour la recherche et les diagnostics et des services de recherche et de fabrication de médicaments. Nous avons ajouté ce titre qui satisfait nos critères de qualité et dont la valorisation est bien en deçà de sa moyenne historique alors que les perspectives pour le secteur commencent à s'améliorer.

Palo Alto (PANW):

La compagnie est un des joueurs les plus importants dans le domaine de la cybersécurité, un secteur en très forte croissance. Les menaces pour les réseaux et les données informatiques des entreprises et des gouvernements sont de plus en plus sophistiquées et Palo Alto offre toute une gamme de solutions pour répondre à leurs besoins. Nous avons profité d'une correction dans le prix du titre plus tôt cette année pour initier une position.

Xylem (XYL):

Les produits et services de Xylem permettent de transporter, traiter, analyser, surveiller et restituer l'eau à son milieu naturel de façon performante et responsable pour des secteurs variés tels le bâtiment, l'industrie et l'agriculture. Avec des infrastructures d'eau vieillissantes, une population qui continue de croître et des besoins grandissants dans les pays en développement, les perspectives de croissance du secteur sont bonnes et Xylem est bien positionnée pour participer et gagner des parts de marché. De plus, nous aimons le fait que Xylem est peu endettée et qu'elle génère des flux de trésorerie importants.

Uber Technologie (UBER):

Plusieurs voient l'arrivée des voitures autonomes comme une menace pour Uber. Nous croyons que l'expertise de l'entreprise ainsi que son énorme réseau d'utilisateurs en font plutôt un partenaire de choix. La compagnie est en bonne santé financière et verra ses flux de trésorerie croître de façon significative au cours des prochaines années. Nous pensons que la compagnie pourrait voir l'évaluation de ses actions augmenter à mesure que les craintes par rapport aux véhicules autonomes se dissiperont.

Killam Apartment REIT (KPM.UN):

Killam est une fiducie de placement immobilier qui se concentre dans le segment multi-résidentiel de l'industrie immobilière. Avec un taux d'occupation de ses unités qui dépasse 97% et une moyenne des loyers qui est environ 15% plus bas que les loyers comparables sur le marché, Killam devrait être en mesure de croître ses revenus à un bon rythme pour les prochaines années. Nous croyons que l'évaluation du titre est attrayante et nous aimons la stabilité du secteur multi-résidentiel au Canada.

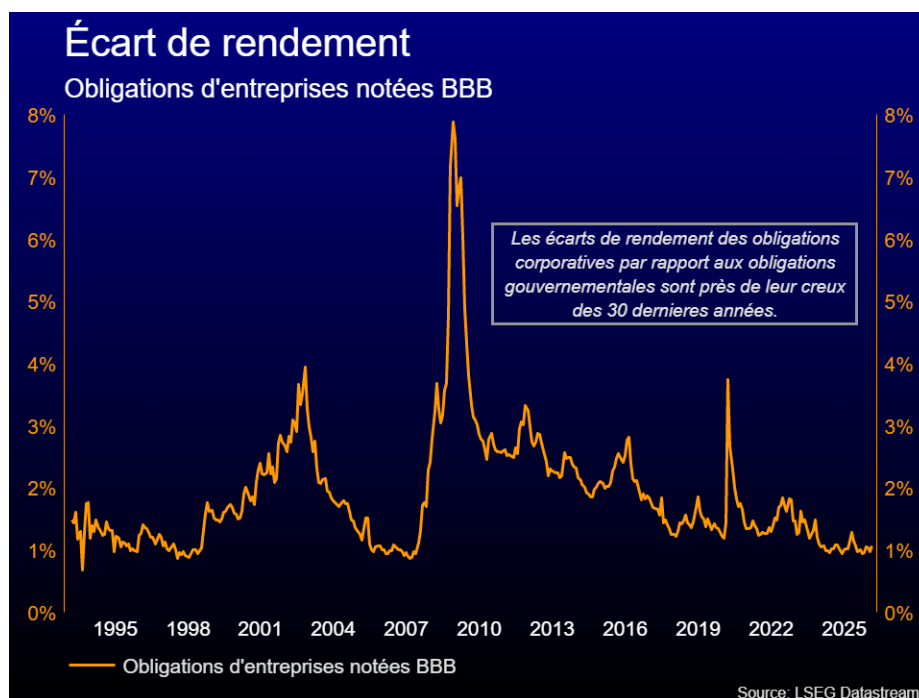
Telus (T):

Telus a complété le déploiement de son réseau de fibre optique et nous prévoyons donc une baisse importante dans ses dépenses en capital, ce qui devrait permettre à la compagnie de dégager des flux de trésorerie beaucoup plus importants au cours des prochaines années. De plus, nous observons une plus grande discipline de la part des acteurs du secteur des télécommunications après une période de forte concurrence sur les prix des forfaits offerts à la clientèle.

De façon générale, nous vendons des titres lorsque le potentiel de rendement est limité (titre pleinement évalué), les fondamentaux se détériorent ou nos critères de qualité ne sont plus respectés. Au cours de la dernière année, nous avons ainsi éliminé Crown Castle, le fonds indicel des services financiers KBW, CVS, Diageo, Honeywell, Roper, Corteva, Home Depot, First Capital, Bombardier, Constellation Software et BCE.

Titres à revenu fixe

L'année 2025 a été un excellent cru pour les titres à revenu fixe. La bonne performance de cette partie du portefeuille s'explique par le repli des taux d'intérêt dans la dernière année au Canada et aussi par la performance éclatante des actions privilégiées qui ont enregistré un rendement global de plus de 15% pour une deuxième année d'affilée. Nous croyons que 2026 ne sera pas aussi favorable pour les obligations alors que la Banque du Canada a probablement terminé son cycle d'assouplissement monétaire. On constate aussi que la prime de risque du côté du crédit corporatif est de moins en moins intéressante et selon nous insuffisante. Le [graphique 7](#) à la page suivante montre bien que les écarts de rendement sont près de leur plus bas niveau des 30 dernières années et nous préférons donc réinvestir nos échéances dans des obligations gouvernementales très sécuritaires. Il faut noter que nous continuerons de privilégier les obligations qui se transigent à escompte par rapport à leur valeur nominale afin de bénéficier de leur traitement fiscal avantageux. Finalement, dans la dernière année, nous avons réduit notre exposition aux actions privilégiées après la forte performance des 24 derniers mois. Combinée avec l'augmentation graduelle des obligations gouvernementales dans le portefeuille, le profil de risque de nos titres à revenu fixe a été diminué, ce qui nous a donné plus de latitude pour déployer davantage de fonds dans nos stratégies alternatives.

Graphique 7**Investissements alternatifs**

Dans la dernière année, nous avons continué de déployer des capitaux vers les investissements alternatifs privés. Notre position existante dans le fonds d'infrastructures mondiales RBC a été augmentée. L'objectif de cette stratégie alternative est d'offrir un accès diversifié à des infrastructures de qualité. Les actifs convoités par ce fonds génèrent des flux de trésorerie importants tout en offrant un potentiel intéressant de croissance à plus long terme. Nous avons aussi initié une position dans un fonds de prêts privés géré par Oaktree Capital Management, un gestionnaire dont l'approche est considérée plus prudente dans cette classe d'actif. Le portefeuille est bien diversifié avec 166 émetteurs et plus de 90% des prêts octroyés sont de premier rang et sécurisés. Enfin, nous avons également initié une position dans Blackstone Private Equity Strategies (BXPE). Ce fonds permet aux investisseurs de participer aux diverses stratégies gérées par la plus grande plateforme de capital-investissement au monde. De plus en plus de sociétés choisissent de garder leur capital fermé et le nombre de sociétés cotées en bourse diminue. BXPE nous donne donc accès à un univers beaucoup plus grand de compagnies dont les évaluations sont souvent plus intéressantes.

Nous continuons de croire que cette classe d'actifs est attrayante pour les investisseurs. Non seulement elle offre un potentiel de rendement intéressant, elle contribue à diversifier davantage les portefeuilles et à réduire leur risque dans l'ensemble. Avec des investissements dans l'immobilier, les infrastructures, les prêts et le capital-actions, notre portefeuille est maintenant exposé aux principales stratégies alternatives privées.

En espérant que ce compte rendu de notre gestion vous ait été utile, nous vous invitons à communiquer avec nous pour toute question ou précision. Aussi, nous profitons de l'occasion pour vous remercier de votre confiance.



Gestion de patrimoine
Dominion valeurs mobilières

RBC Dominion valeurs mobilières inc.* et la Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. * Membre-du Fonds canadien de protection des investisseurs. RBC Dominion valeurs mobilières inc. est une société membre de RBC Gestion de patrimoine, une unité d'exploitation de la Banque Royale du Canada. ® / ^{MC} Marque(s) de commerce de Banque Royale du Canada utilisée(s) sous licence. © RBC Dominion valeurs mobilières Inc. 2026. Tous droits réservés.

Ces renseignements ne constituent pas des conseils de placement et doivent être utilisés uniquement dans le cadre de discussions avec votre conseiller en placement de RBC Dominion valeurs mobilières Inc. Ainsi, votre propre situation sera prise en compte et les décisions seront fondées sur l'information à jour. Les stratégies et les conseils contenus dans le présent rapport sont fournis à titre informatif. Veuillez consulter votre conseiller avant de mettre en œuvre une stratégie. Les taux d'intérêt, la conjoncture des marchés, les offres spéciales, les décisions fiscales et les autres facteurs touchant les placements peuvent changer rapidement. Les renseignements contenus dans les présentes ont été jugés fiables au moment où ils ont été obtenus, mais ni RBC Dominion valeurs mobilières Inc., ni ses employés, ses mandataires ou ses fournisseurs de contenu ne peuvent en garantir l'exactitude ni l'intégralité. Le présent rapport ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation d'offre d'achat de titres et ne doit en aucun cas être interprété comme telle. Ni RBC Dominion valeurs mobilières Inc., ni ses employés, ses mandataires ou ses fournisseurs d'information n'acceptent de responsabilité ou d'obligation de quelque nature que ce soit à son égard. Les portefeuilles de RBC Dominion valeurs mobilières Inc. peuvent parfois inclure des titres mentionnés dans les présentes.

La présente publication est offerte à titre informatif uniquement. Ses graphiques et ses tableaux ne sont fournis qu'à titre d'exemple et les données qu'ils contiennent n'ont aucun caractère prévisionnel. Les rendements antérieurs peuvent ne pas se reproduire